

# Dans les services de police, l'affaire Harpon réveille des suspicions sur bien d'autres cas

Au moins une trentaine de fonctionnaires en exercice sont soupçonnés de radicalisation dans la police nationale.

Par **Jean-Marc Leclerc** et **Jean Chichizola**

Publié le 8 octobre 2019 à 21:01, mis à jour le 8 octobre 2019 à 21:01



La menace islamiste, qui a toujours inquiété au sein des services de police, prend un relief particulier après l'attaque de la préfecture de Paris le 3 octobre. *GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP*

À quoi avait précisément accès Mickaël Harpon dans les fichiers de la direction du renseignement? «*Il pouvait consulter énormément de données, puisque au-delà de son habilitation secret-défense, il possédait les codes d'administrateur du réseau*», confie, embarrassé, un responsable de la Place Beauvau.

**À lire aussi : » [LIRE AUSSI - Les relations sulfureuses de Mickaël Harpon sont passées inaperçues](#)**

À mesure que progresse l'enquête sur la tuerie de la préfecture de police de Paris, le 3 octobre, une forme de nausée saisit les policiers. C'est peu dire si l'ambiance est plombée dans ce bastion ébranlé par l'horreur des quatre meurtres commis par l'informaticien converti à l'islam, Mickaël Harpon. Sans compter les deux agents blessés.

En l'état, un ordinateur et plusieurs clés USB ont été saisis au domicile du tueur, ainsi que son ordinateur professionnel à la DRPP et une clé USB de grande capacité (64 Go). Cette clé, en cours d'exploitation, contient une telle masse d'informations (mails, documents écrits, vidéos, photos) que 160 fonctionnaires de divers services de la PP sont mobilisés pour en analyser le contenu. Ils doivent aussi décortiquer le reste des supports informatiques saisis. Harpon ne leur a guère facilité la tâche: il a encodé ses informations.

## Panser les plaies d'une institution

Au-delà des investigations en cours, la menace islamiste, qui a toujours inquiété au sein des services, prend un relief particulier aujourd'hui. «*Tout cela fait grincer et angoisse*», affirme le patron du Syndicat indépendant des commissaires de police (SICP), Olivier Boisteaux. Car il existe bien, à en croire les déclarations des plus hautes autorités du ministère de l'Intérieur, au moins une trentaine de fonctionnaires en exercice soupçonnés de radicalisation dans la police nationale, dont une quinzaine dans le ressort de la seule préfecture de police de Paris. La majorité des agents faisant l'objet d'un suivi est affectée dans des postes de Sécurité publique.

Même au sein de la police judiciaire, on trouve de tels profils. L'un d'eux est un officier affecté dans un service très pointu. À en croire ses collègues, il a longtemps refusé de serrer la main aux femmes, de toucher les ordinateurs où elles ont pu poser leurs doigts. Au réfectoire, il ne touchait pas aux mets servis dans des plats qui auraient pu précédemment contenir du porc. Son attitude un brin asociale a justifié un changement d'affectation. Et c'est donc à l'informatique du même service qu'il a atterri...

Avec toute latitude pour consulter le Fijais, qui répertorie les personnes ayant fait l'objet d'une décision judiciaire pour une infraction sexuelle ou pour certaines infractions violentes, mais aussi le Fijait pour les actes terroristes. Ces fichiers sont censés faciliter l'identification et la localisation des auteurs de ces infractions. Bref, ils offrent un regard exhaustif sur ce que sait la police sur des individus particulièrement dangereux, qu'ils portent ou non une barbe.

**On voudrait au moins être sûrs que, si des noms de collègues figurent dans la clé USB du tueur, ceux-ci ont bien été prévenus**

Philippe Capon, patron de l'Unsa-police

[Le chef de l'État](#) a voulu, ce mardi, panser les plaies d'une institution meurtrie, lors de son hommage aux victimes et au gardien de la paix stagiaire qui a abattu le tueur. Mais les inquiétudes ressurgissent, tant le contexte reste trouble.

«*On voudrait au moins être sûrs que, si des noms de collègues figurent dans la clé USB du tueur, ceux-ci ont bien été prévenus. Pour que ces agents puissent envisager des déménagements et toute mesure nécessaire à la protection de leur famille*», déclare Philippe Capon, le patron de l'Unsa-police. «*La sécurité est, de toute évidence, notre priorité*», assure-t-on en haut lieu.

Le drame du 3 octobre rouvre, au passage, la blessure de Magnanville (Yvelines), où le 13 juin 2016, un couple de policiers a été tué à son domicile par un terroriste islamiste. Là aussi, il était question d'une clé USB. Elle fut saisie à une islamiste radicale placée en garde à vue dans le cadre de l'enquête. Ce périphérique contenait une liste, datant de 2008, de près de trois mille policiers des services de renseignement... Autant d'éléments qui ont bouleversé la vie de nombreux policiers de la région, dès lors contraints de multiplier les mesures de sécurité et de modifier leurs comportements.

À Paris, la PP, qui a déjà traversé tant de tempêtes, compte bien se ressaisir. Un commandant de police de la Direction du renseignement, où était affecté Harpon, serait sur la sellette pour ne pas avoir alerté sa hiérarchie comme il aurait dû le faire. Un lampiste?

**À lire aussi : » LIRE AUSSI - Philippe d'Iribarne: «La crainte d'être accusé d'"islamophobie" paralyse l'action»**

*«Il faut surtout revoir des manières de faire»,* déclare un commissaire. Il croit savoir que l'informaticien radicalisé avait un rendez-vous avec sa hiérarchie pour s'expliquer sur son comportement. *«Est-ce ce qui l'a conduit à précipiter son projet criminel, comme s'il se sentait piégé?»*, interroge Philippe Capon. *«Ce ne serait pas la première fois que l'on cède à une forme de naïveté,* poursuit le syndicaliste. *Souvenez-vous de la tuerie perpétrée le 11 décembre 2018 par Chérif Chekatt au marché de Noël de Strasbourg. Lui aussi était convoqué à la veille de son périple meurtrier.»* Les agents ont même été le chercher chez lui, la veille, alors qu'il était chez sa mère, et il a subitement basculé.

Des spécialistes du renseignement mettent en garde toutefois: *«Réagir est nécessaire,* souligne l'un d'eux, *mais attention à ne pas nuire à l'efficacité opérationnelle des services de renseignements. Il ne faudrait pas les déstabiliser plus encore en faisant régner un soupçon généralisé.»* Évoquant les missions d'inspection diligentées par Matignon, un second expert note: *«On va encore complexifier le travail des services de renseignement, déjà très compliqué, au risque de nuire à leur efficacité, comme cela a été le cas avec la PJ.»* Christophe Castaner et Laurent Nuñez, très observés par leurs troupes, doivent vite trouver le bon équilibre.